

La décadence de l'idée nationaliste en France

Christian Rakovsky

Source: «Critique politique» (Bruxelles), n°7-8, novembre 1980 – avril 1981, pp. 78-85
(première publication dans «Le Mouvement socialiste», 1905).

« L'encre avec laquelle Christian Rakovsky avait écrit « La décadence de l'idée nationaliste en France » était à peine sèche, que le développement réel de l'Histoire apporta un cruel démenti à la prognose qui y était contenue. En effet, alors que Rakovsky constatait la désagrégation du nationalisme français et prévoyait la déliquescence de plus en plus affirmée du nationalisme et de la classe bourgeoise qui en était la porteuse, à partir de 1905, c'est-à-dire l'année même où l'article fut écrit, on assista à une exacerbation de ce même nationalisme. La peur de l'Allemagne à laquelle l'auteur fait allusion se transforma, dès la visite de l'empereur Guillaume II à Tanger et l'incident qui s'ensuivit, en une haine de l'Allemagne qui succéda à la haine de l'Angleterre. Le nationalisme de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie ne fit que croître jusqu'à la Première Guerre mondiale ; alors que Jean Jaurès n'y était déjà pas imperméable lors de l'incident de Tanger, ce fut bientôt la quasi-totalité des directions ouvrières qui succomba à cette fulgurante montée du nationalisme. A ce mouvement – paradoxe insoluble si l'on se fie à l'analyse de Christian Rakovsky – n'échapperont ni les syndicalistes révolutionnaires et les tendances les plus anti-patriotiques, telle celle de Gustave Hervé, ni même les représentants français du marxisme ». (extrait de l'introduction de Catherine Massange, Chercheur au Centre Guillaume Jacquemyns, Bruxelles, dans la revue « Critique politique »).

I.

La désagrégation finale des partis nationalistes à laquelle nous assistons en ce moment marque à quel degré de décadence est parvenue l'idée nationaliste en France. C'est là un phénomène sur lequel nous voudrions appeler rapidement l'attention.

Et d'abord, le fait même de la constitution, dans ces dernières années, de partis nationalistes, ne contenait-il pas précisément la preuve irrécusable de la décadence du nationalisme ?

En effet, au lendemain et même longtemps après la guerre de 1870-1871 ^[1], l'existence d'un parti nationaliste spécial n'aurait pas eu sa raison d'être, car alors, sous l'influence des souvenirs encore récents, l'esprit nationaliste pénétrait toute la nation.

Il fallait que quinze ans se soient passés, il fallait que l'idée de la revanche ait perdu beaucoup de son intensité pour que nous assistions à la première manifestation bruyante du nationalisme français. Ça a été comme une tentative suprême de réunir les derniers éléments d'une vaste armée qu'une trop longue attente de la guerre libératrice avait fatiguée et diminuée. C'est ainsi que la tentative boulangiste ^[2], examinée à ce point de vue spécial, comme manifestation de l'idée nationaliste

[1] Il s'agit de la guerre qui opposa du 19 juillet 1870 au 28 janvier 1871 la France de Napoléon III à une coalition d'États allemands dirigée par la Prusse et qui se termina par une défaite française écrasante, l'écroulement de l'Empire et la perte de l'Alsace-Lorraine. Elle entraîna également la Commune de Paris et l'unification allemande autour de la Prusse du Chancelier Bismarck (note MIA).

[2] Le « boulangisme » était un mouvement nationaliste d'extrême-droite et revanchard né autour du général Georges

française, fut le premier grand symptôme de la faiblesse de cette dernière plutôt que de sa force. Mais, si on va plus loin dans l'analyse des causes qui ont provoqué le mouvement boulangiste aussi bien que le mouvement nationaliste de nos jours, on voit que les préoccupations vraiment nationalistes – c'est-à-dire la revanche – occupent la place la plus insignifiante.

Il est d'ailleurs inutile d'insister sur ce point, car il est déjà avéré que le parti boulangiste comme le parti nationaliste, n'ont été qu'un syndicat de mécontents, dont les protestations n'avaient rien à faire avec la question des « provinces-sœurs »^[3].

Les partis de l'ancien régime d'un côté, et d'un autre côté, les éléments petits-bourgeois traversant une crise économique et enfin les ouvriers dispersés de la petite industrie, non atteints ou insuffisamment atteints par la propagande socialiste, voilà d'où sont sorties les réserves du nationalisme. Qu'on ajoute à tout cela l'armée des va-nu-pieds, qu'un empereur des camelots peut toujours mobiliser pour le parti qui dispose des plus grands fonds, et on aura le tableau complet du parti nationaliste.

Du reste, on est mal venu de nous parler de l'existence d'un pur esprit nationaliste en France, quand les écrivains appartenant à tous les camps, viennent constater la disparition progressive de cet esprit guerrier, qui aurait dû constituer l'essence même du nationalisme. Sans doute, ce n'est pas un négligeable « signe des temps » que de voir les hommes des partis les plus différents, y compris le parti nationaliste, déclarer que l'aversion pour le métier des armes est générale.

Sans vouloir donner à ces constatations une grande valeur démonstrative il est tout de même intéressant de les citer comme traits de la psychologie de la bourgeoisie française contemporaine. Déjà, à l'époque de la guerre franco-allemande, durant le procès des Communards, certains avocats, prenant prétexte des appels des maires de Nancy et Chalons, invitant la population à faire bon accueil aux armées allemandes, insistaient sur la décadence de l'esprit guerrier en France^[4]. C'est à peu près le même avis qu'exprimait Guy de Maupassant, quand il écrivait dans *Boule de Suif* cette phrase qui peut être appliquée à la totalité des bourgeois français : « *La témérité n'est plus un défaut des bourgeois de Rouen, comme aux temps des défenses héroïques où s'illustra leur cité* ».

On devrait supposer, *a priori*, que la jeunesse bourgeoise, qui n'est pas encore atteinte par l'esprit mercantile de ses pères, plus fougueuse et plus enthousiaste, est naturellement l'écho vivant de toutes les joies et de toutes les angoisses patriotiques. C'est elle qui, semble-t-il, devrait garder intact l'idéal de l'intégrité nationale.

Or, en réalité, il n'en est rien et c'est un nationaliste, M. Delafosse, qui le constate : « *La génération contemporaine, non seulement ne sait rien de l'épopée napoléonienne, mais elle est aussi grossièrement ignorante de l'histoire palpitante d'hier.* » Et M. Delafosse cite le cas caractéristique d'élèves de lycée ignorant à un degré insoupçonnable les plus gros faits de l'histoire contemporaine^[5]. Sur une échelle plus large, on constate les mêmes faits à la caserne, à l'examen des recrues. Les officiers se plaignent de l'ignorance « stupéfiante » des recrues sur l'histoire ancienne et moderne de la France.

La *moitié* des cinquante jeunes recrues examinées par un officier, ne savaient absolument rien de Jeanne d'Arc ; les *trois quarts* n'avaient jamais entendu parler de la prise de la Bastille ; enfin, ce qui est encore plus grave, les deux tiers, presque l'unanimité, ignoraient totalement que les Allemands^[6] avaient fait la guerre en 1870.

L'esprit guerrier se meurt, il est mort ! Ce ne sont pas là des paroles vaines de nationalistes enclins à présenter tout en noir, pour *chauffer* le zèle patriotique des pionniers de la Patrie Française ! Le même

Boulangier (1837-1891), ex-ministre de la Guerre (1886-1887) qui tenta un coup d'État en février 1899 (note MIA).

[3] L'Alsace et la Lorraine, annexées par l'Allemagne (note MIA).

[4] Plaidoirie de M. Lavolette. *Procès de la Commune*. (Compte rendu analytique, p. 90.)

[5] DELAFOSSE. « *Le service militaire et l'armée* ». (« *Le Correspondant* », 10 mars 1900, p. 893-894.)

[6] Chronique militaire. « *Le Petit Journal* », 8 janvier 1903.

fait est constaté aussi par des hommes appartenant à l'autre camp. C'est ainsi que M. Vauglair ^[7], le correspondant militaire parisien de la « *Bibliothèque Universelle* » de Lausanne, constate que : « *Quand on demande des volontaires dans les corps de troupes pour une expédition coloniale, il se présente peu de monde, et ceux qui briguent l'honneur d'être désignés sont en général d'assez médiocres sujets, qui ne cherchent qu'un prétexte pour échapper à une discipline déplaisante ou pour se dérober à des chefs mal disposés à leur égard* ».

C'est ainsi – c'est le même auteur qui le constate encore – qu'au moment de l'expédition de Chine, dans une ville de plus de deux millions comme Paris, la prétendue forteresse nationaliste, malgré les nombreuses affiches tricolores du ministère de la guerre, à peine 180 hommes se sont trouvés pour répondre à cet appel. D'un autre côté, M. Raiberti, le rapporteur du budget de la guerre, se plaint du peu d'empressement que manifestent les fils de la bourgeoisie pour la carrière d'officiers de réserve. Mais les officiers en activité eux-mêmes, ne semblent pas bien pénétrés de l'esprit guerrier. Ils préfèrent la vie sédentaire des bureaux, les heures passées paisiblement dans les casernes aux risques de la guerre. De nombreux officiers à qui on a proposé de participer au corps expéditionnaire chinois ont décliné cette offre sous différents prétextes.

Ce même phénomène de la décadence de l'esprit guerrier était constaté tout récemment par M. Messimy, député de la Seine et ancien capitaine breveté d'état-major : « *La France d'il y a vingt ans voulait-elle la guerre ? Non, sans doute, mais pourtant, en même temps qu'elle accroissait ses troupes d'une façon progressive et ininterrompue, elle formait d'une façon plus ou moins confuse le vœu secret qu'un événement quelconque vienne rendre inévitable une guerre, qui lui fournirait l'occasion de prendre l'éclatante et nécessaire revanche de ses défaites* ».

« *La France de 1903 ne pense plus de même. L'âge d'homme est arrivé où tous les jeunes Français ont constaté que la génération qui les avait précédés les avait leurrés en s'abusant elle-même... Sans ambages et sans de tours, elle (la génération actuelle) affirme sa volonté résolument pacifique* » ^[8].

Ces citations suffisent. Mais on pourrait observer que cette aversion pour la carrière des armes n'est pas une nouveauté, car il y a déjà quatre-vingts ans que le général Foy écrivait : « Les Français sont toujours prêts à courir au combat, quoique non moins pressés à fuir la caserne ». Mais si cet esprit anti-militariste a toujours existé au fond, il y a aujourd'hui une multitude de causes qui le fortifient et l'étendent à toutes les couches sociales.

II.

On a souvent signalé l'incompatibilité du régime industriel avec le militarisme, qui est l'apanage de l'État féodal. La paix et la solidarité entre les nations apparaissaient aussi bien comme conséquences que comme conditions du commerce international. C'était là une idée favorite des encyclopédistes.

Leur ami Sedaine l'a transportée à la scène. Voici ce qu'on lit dans le *Philosophe sans le savoir*, qui n'est d'un bout à l'autre qu'une plaidoirie pour la corporation des commerçants : « M. Vanderk père. – *Quelques particuliers audacieux font armer les rois, la guerre s'allume, tout s'embrase.* »

« *L'Europe est divisée ; mais ce négociant anglais, hollandais, russe ou chinois n'en est pas moins l'ami de mon cœur ; nous sommes, sur la superficie de la terre, autant de fils de soie qui lient ensemble les nations et les ramènent à la paix, par la nécessité du commerce ; voilà, mon fils, ce que c'est qu'un négociant.* »

M. Vanderk père, ou plutôt son créateur Sedaine, ne prévoyait pas que les nécessités de l'extension économique et de la police intérieure à exercer sur le prolétariat transformeraient « *l'honnête négociant* » en protecteur du militarisme et que, d'autre part, le développement de l'industrie et de la

[7] Abel VAUGLAIR, *La question des milices en France*, « *Bibliothèque universelle de Lausanne* », décembre 1900, p. 516-518.

[8] M. MESSIMY : « *La paix armée : La France peut en alléger le poids* » (« *La Revue* », ancienne « *Revue des Revues* »).

technique modernes communiquerait à ce même militarisme une force destructive inconnue jusqu'à présent.

Mais, en principe, la thèse des pacifistes du XVIIIe siècle reste vraie dans ce sens que la guerre devient et deviendra de plus en plus rare. Nous avons connu dans l'histoire des guerres dynastiques, des guerres religieuses et, enfin, des guerres qui avaient comme but avoué un intérêt économique.

Aujourd'hui, l'intérêt capitaliste dominant tout autre intérêt, nous voyons la plupart des guerres se réduire à une pure question d'extension commerciale. Nous avons connu des guerres durant des trente ans et des cent ans ; ces guerres-là, aujourd'hui, ne sont plus possibles. Les intérêts du commerce, d'un côté, et les ressources des États, de l'autre, ne permettent plus les guerres interminables.

Un autre fait, qui a refroidi beaucoup l'ardeur guerrière de la bourgeoisie, c'est la démocratisation de l'armée, ou, pour parler plus exactement, le service militaire obligatoire. Pour ce qui est de la France, nous devons noter la différence qui existe entre la disposition d'esprit de la bourgeoisie sous le Second Empire et la mentalité de la bourgeoisie sous la Troisième République.

Le Second Empire, en dehors des expéditions coloniales et autres, compte à son actif trois grandes guerres : celle de Crimée, celle d'Italie et, enfin, la guerre de 1870-1871. La raison, c'est Émile Olivier qui l'a donnée : « *Il vous est facile, disait-il à peu près en 1867, en s'adressant aux différentes fractions impérialistes du corps législatif, d'être patriotes, car ceci ne vous coûte rien. A la guerre vont les enfants du peuple, tandis que vous pouvez toujours sauver vos propres fils en achetant des remplaçants* »^[9].

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi, après l'introduction du service militaire obligatoire et universel, la bourgeoisie française est devenue plus prudente. Du reste, ici, la même constatation est faite par les écrivains nationalistes :

« *Pourquoi, se demande M. Delafosse, les seules nations guerrières aujourd'hui, ce sont les Anglais et les Américains ? Parce que, chez eux, il n'y a pas de service militaire obligatoire ; parce qu'ils n'ont que des mercenaires ou des volontaires.* »

On saisit pourquoi les réactionnaires en France cherchent à rétablir, sous forme « *d'une armée d'encadrement* » les armées mercenaires des temps anciens^[10]. Dans le même sens, s'expriment aussi M. Delafosse, le général Bourreley et d'autres écrivains du « *Correspondant* » :

Ils ne croient pas aux vertus guerrières de la bourgeoisie. Mais, à supposer même pour un instant, qu'ils arrivent à réaliser l'impossible, à quoi aboutiront-ils ? Aujourd'hui, la masse est devenue elle-même plus ou moins antimilitariste. Quant à l'aristocratie, sur laquelle compte le général de Bourreley pour le recrutement des officiers, qui, ayant « *l'orgueil de caste* »... « *affronteront la mort sur les champs de bataille, en souvenir d'héroïques aïeux, et pour perpétuer de glorieuses traditions* », on ne peut que sourire. De « *glorieuses traditions* », elle n'a conservé que les particules et la haine des temps modernes. Tout le reste est en complète décadence.

Quant à ce qu'on appelle les « intellectuels », qui, dans notre société à fonctions complexes, augmentent de plus en plus et tendent à se constituer une mentalité à part, ils sont, eux aussi, antimilitaristes, car la caserne et l'armée sont antagonistes de cet individualisme, de cette hypertrophie du moi qui est leur trait le plus caractéristique. Par quel moyen empêcher ces *jemenfichistes* de rire du sous-off et du vieux Ramollot ! Leur purisme littéraire est choqué par le premier qui dit « chose, machin et truc » et par le second qui ne connaît même pas l'algèbre.

D'ailleurs, d'une façon générale, l'esprit critique a eu raison de la foi militaire. Et si on a pu avoir

[9] « *Le Correspondant* », 10 mars 1900, p. 344.

[10] Voir la *Discussion au Sénat* à propos du service de deux ans et particulièrement le discours du Comte de Goulaine. (Séance du 19 juin 1902.) « *Journal Officiel* » du 20 juin, p. 832.

quelque inclination pour l'armée, on la perd dès qu'on entre en contact avec la réalité, dans la caserne. C'est, sans doute, dans ce sens qu'il faut comprendre les paroles d'un Saint-Cyrien qui écrivait dans le *« Temps »* : *« Il n'y a rien de paradoxal, il est même strictement conforme à la vérité de dire que l'esprit de discipline décroît avec le temps passé sous les drapeaux »*. Du reste cette discipline même arrive à des subtilités qui déconcerteraient l'esprit le plus avisé. Voilà l'histoire authentique d'un colloque entre un soldat et un général : *« Quel est le numéro de votre fusil ? – 31824, mon général. – Très bien, donnez-le moi pour vérifier. – Mais il m'est interdit de me dessaisir de mon fusil. – C'est une réponse parfaite. – Maintenant, je vous ordonne de me donner le fusil. – Alors soit, mon général, le voici. »* Le général donne 30 jours de prison au soldat, avec cette circonstance aggravante qu'il savait fort bien ne pas devoir s'en dessaisir.

L'esprit militaire est en contradiction avec l'institution militaire même telle qu'elle existe aujourd'hui. Et, en effet, qu'est-ce que l'esprit militaire ? *« Pour le soldat de métier, un goût très prononcé pour la guerre et ses aventures ; en temps de paix, la satisfaction de se croire supérieur aux autres citoyens et la fierté de s'en distinguer par l'uniforme. »*

D'abord, peut-on parler de soldat de métier, quand tous les citoyens sont soldats ? Ensuite, peut-on parler du goût pour la guerre et ses aventures, quand notre génération a grandi sans avoir vu une seule guerre ? Quant à la *« supériorité »* sur les autres citoyens, l'uniforme ne suffit plus pour lui donner corps !

Mais c'est surtout dans la définition que donnent les nationalistes de l'esprit militaire que nous saisissons cette contradiction flagrante entre le militarisme actuel et les tendances de la société moderne. *« L'esprit militaire, pour moi, dit M. de Lamarzelle, sénateur, c'est la soumission dans le service, absolue, irraisonnée même, je n'hésite pas devant le mot, la soumission non seulement de corps, car c'est quelque chose d'éminemment moral, la soumission absolue, la soumission aveugle à tous les ordres du moindre des chefs, et j'adopte la définition donnée autrefois par Jules Simon à un moment où il n'approuvait pas l'esprit militaire. Voici cette définition de Jules Simon : « Dire à un homme, par exemple, que son premier devoir est d'obéir immédiatement et sans réflexion à ses chefs » – Je ne blâme pas, je constate – tout cela résulte de l'armée permanente et tout cela fait partie de l'esprit militaire »* ^[11].

Il est inutile d'insister sur ce fait que l'esprit militaire est la contradiction du principe démocratique, qui, au moins comme tendance, est à la base de l'organisation politique actuelle. Voilà pourquoi les réactionnaires sont dans la logique quand ils disent, soit comme *« l'illustre rapporteur du budget de la guerre »*, dans l'Assemblée de 1871, *« que quand on parle d'armée, il ne faut pas parler de démocratie »*, soit comme le disent aujourd'hui MM. Delafosse et Bourreley : *« Il existe, en effet, une antipathie incurable entre la République et l'armée »* ^[12].

« L'esprit de corps, dit le même écrivain, est la grande vertu de l'armée et le grand péril de la République. » Les républicains du Second Empire se rendaient bien compte de cet antagonisme entre l'armée permanente et l'esprit militaire qui en découle, d'un côté, et les idées démocratiques, de l'autre.

Nous avons rappelé ce qu'en pensait Jules Simon, et nous devons ajouter qu'au même moment il défendait l'idée de la milice nationale. L'armée permanente, elle, était attaquée encore par Rogeard, qui la déclare un *« des sept fléaux des sociétés modernes qui font vivre les rois et mourir les peuples »*.

Gambetta ^[13] n'était pas moins catégorique en demandant *« la suppression des armées permanentes, cause de ruines pour les finances et les affaires de la nation, source de haine entre les peuples, et de*

[11] *« Journal Officiel »* du 19 juin 1903, p. 841. (Discussion au Sénat.)

[12] *« Le Correspondant »*, p. 876.

[13] Gambetta, Léon (1838-1882), avocat et homme politique français. Député, opposant à Napoléon III, Ministre de l'Intérieur sous la IIIe république, puis Président du Conseil et Ministre des Affaires Étrangères (note MIA).

défiance à l'intérieur »^[14].

La suppression de l'armée permanente figurait encore sous la Troisième République, dans le programme du comité qui soutenait la candidature de Clemenceau à Paris. Mais ce n'était plus qu'une *survivance*, car les républicains et les bourgeois ont changé d'avis sur cette question.

Est-ce que ce qui était vrai hier ne l'est plus aujourd'hui ? Ou est-ce qu'on a trouvé le moyen de résoudre cette contradiction sur laquelle on insistait tant sous le Second Empire ? Ni l'un, ni l'autre. La contradiction aujourd'hui est encore plus forte que jamais. C'est l'esprit de revanche qui a forcé à abandonner le problème sans le résoudre, mais le problème reste tout entier.

La guerre de revanche, du domaine des désirs est passée de plus en plus dans le domaine des souvenirs, et c'est dans la logique des choses. Elle était encore possible quelques années après la défaite, mais elle est devenue impossible avec la venue de nouvelles générations qui n'ont pas vu les désastres de l'année terrible. C'est Déroulède^[15] qui le dit ! Les paroles de Gambetta « *y penser toujours, n'en parler jamais* » sont comprises aujourd'hui différemment. « *En parler de temps en temps, mais n'y songer jamais* », voilà ce qui est l'état d'esprit d'aujourd'hui et particulièrement celui des nationalistes. On sait bien que leur argument le plus favori contre leurs adversaires politiques, c'est d'accuser ces derniers d'amener « par leurs manœuvres » la guerre. La peur d'une guerre est leur trait le plus essentiel.

III.

Nous avons examiné sommairement l'idée nationaliste dans son évolution historique. Examinons-la, pour ainsi dire, en soi, au point de vue de sa valeur idéologique. Ici aussi la décadence de l'idée nationaliste est incontestable.

En général, on peut dire que la France est le pays classique du nationalisme, dans le sens d'une conception particulière du rôle de la France dans le monde – soit parce que la France, la première de toutes les nations européennes, a réalisé son unité nationale ; soit pour d'autres causes qu'il serait superflu de rechercher ici. Elle a depuis longtemps exercé sur le monde ce qu'on a appelé « la dictature morale ». La France, le « *soldat de Dieu* » des rois, « *la grande nation* » de Napoléon, « *la messie de la civilisation* » des saint-simoniens, « *le soldat du droit* » des républicains du Second Empire, tout cela traduisait une même conception, à savoir que la France joue dans le monde un rôle prédominant au point de vue politique et intellectuel. Les étrangers eux-mêmes reconnaissent volontiers ce rôle de la France, depuis Grotius^[16], qui l'appela « *le royaume le plus heureux après celui du ciel* », jusqu'au président des États-Unis Jefferson qui considérait « *que tout homme civilisé a deux patries : la sienne, et puis la France* ».

Ce qu'on appelle actuellement nationalisme ne correspond plus à ce qu'on entendait sous ce nom il y a un demi-siècle. Si le terme est resté, son contenu a changé complètement. Le nationalisme actuel, c'est presque l'opposé du nationalisme ancien. Autrefois il signifiait esprit guerrier, extension politique et économique, marche en avant. Sous son drapeau la bourgeoisie française accomplissait son émancipation politique et affirmait son action conquérante.

Actuellement le nationalisme signifie peur, conservatisme, protectionnisme. Il est l'image fidèle de l'impuissance économique et politique où se débat la bourgeoisie française et surtout cette partie de la bourgeoisie qui est, par sa position même, la plus impuissante et la plus conservatrice, à savoir la petite-bourgeoisie. Voilà pourquoi nous avons vu apparaître le parti nationaliste précisément dans une

[14] Voir Georges GOYAU, *Patriotisme et Humanitarisme*, Perrin, 1902.

[15] Déroulède, Paul (1846-1914), dramaturge, poète et homme politique d'extrême droite. Député, fondateur et président de la Ligue des Patriotes, anti-dreyfusard, partisan du général Boulanger et de sa tentative de coup d'État en 1899, condamné à l'exil (note MIA).

[16] De Groot, Hugo, dit Grotius (1583-1645) théologien et juriste humaniste (note MIA).

époque de protectionnisme économique et obtenir ses plus grands succès dans une ville comme Paris, dominée par les éléments petits-bourgeois.

C'est encore dans les conditions économiques de la France moderne qu'il faut chercher l'explication de ce fait que la petite-bourgeoisie, au lieu de perdre de ses positions, les garde au contraire et les fortifie. Au point de vue économique, l'histoire de la Troisième République reste l'histoire de la montée de la petite bourgeoisie. Le commerce général français qui dans la période de 1850-1869 avait triplé, n'a augmenté que de 26 % dans l'espace de 1871 à 1897. Une pareille stagnation est aussi observée dans l'agriculture. La surface de terres labourables de 26.568.621 hectares en 1882 est tombée à 25.771.419 en 1892.

C'est à la faveur de cet arrêt économique que la petite bourgeoisie des villes et des campagnes s'est conservée et c'est elle encore qui impose à la France ce régime de protectionnisme à outrance utile aux classes intermédiaires appelées à disparaître par le développement économique, mais nuisible à ce développement lui-même.

Est-il étonnant que l'enquête parlementaire qui a eu lieu récemment sur l'état de l'industrie textile constate la survivance exorbitante des anciens modes de production ? Or le nationalisme, avec tous ses attributs, n'est que le transport de ce protectionnisme économique dans le domaine politique. La France doit rester un pays clos à la pénétration des idées des autres pays, comme la classe même de la petite-bourgeoisie est fermée aux progrès économiques.

Ce nationalisme de petits boutiquiers s'est aussi cristallisé dans ces trois termes de la formule de sa politique extérieure : haine de l'Angleterre, peur de l'Allemagne, servilité envers le Tsar.

La décadence du nationalisme prouve la dégénérescence même de la bourgeoisie, désormais incapable de nourrir tout idéal guerrier. L'armure pèse trop à ses membres débiles. Une classe qui renie le principe qui fut sa raison d'être est une classe en déliquescence. Il appartient au prolétariat révolutionnaire d'affirmer un internationalisme vigoureux et conquérant, en face du nationalisme débile et finissant de la bourgeoisie.